

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GERANT X. MEROUX
Le Nord de la France.
Trois mois 18 f.
Six mois 32 f.
Un an 60 f.
ANNONCES : 15 centimes la ligne.
RÉCLAMES : 25 centimes.
On traite à forfait.

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1 ; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place ; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée ; A PARIS, chez MM. Havas, Laffitte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8 ; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 3 NOVEMBRE 1870

Voici les dernières nouvelles à la troisième page

Dépêches télégraphiques

Tours, 2 novembre, 1 h. 30 soirs.
Le Ministre de l'intérieur aux Préfets et Sous-Préfets.

Des éclaireurs ennemis ont été repoussés par la garde mobile à Bréval et par des gardes nationaux sédentaires à Ivry-la-Bataille.

Près de Dreux, des francs-tireurs ont dispersé un escadron de uhlans.

(Service particulier du Journal de Roubaix).

Yersailles, 31 octobre.

Le prince Charles annonce que 53 aigles ont été remises à Metz.

M. Thiers est arrivé aujourd'hui de Paris.

L'avant-garde du général Werder a rencontré des Français aux environs de Gray le 27 octobre ; les Français ont battu en retraite, laissant 15 officiers et 500 hommes prisonniers.

Les pertes de notre 2^{me} division d'infanterie de la garde, dans le combat du 30 octobre, ont été de 34 officiers et 450 hommes.

Le 31 octobre et le 1^{er} novembre, le Mont-Valérien a canonné vivement sans nous causer de pertes.

Londres, 2 novembre.

L'entrevue des comtes de Paris et de Chambord sur le continent, est démentie ; le comte de Paris n'a pas quitté Twickenham.

Le pont entre Strasbourg et Kehl est rétabli.

Les opérations du siège de Neufbrisach sont commencées.

Le Pape a envoyé une note aux nonces se plaignant de l'occupation du Quirinal.

Cette note laisse entrevoir son départ forcé de Rome.

Washington, 1^{er} novembre.

Suivant un avis de la Martinique, les autorités françaises ont réprimé la révolte des nègres ; 27 chefs ont été fusillés, 100 Français arrêtés.

Amiens, 2 novembre.

Neuf cavaliers ennemis ont paru ce matin à la station de Breteuil, aujourd'hui abandonnée.

Nouvelles de Paris

(Service particulier du Journal de Roubaix)

PAR BALLON MONTÉ.
Paris, jeudi 27 octobre.

Incidents du siège.

Hier deux bataillons de la garde nationale du 5^e arrondissement sont partis à 9 heures du matin, se dirigeant vers la forte de Montrouge ; ils ont dépassé les fortifications et sont entrés dans la plaine.

Ils se sont rendus par détachements, et en rang de bataille, du côté de Gentilly, Cachan et Arcueil, en suivant une ligne centrale en avant des forts. Puis, faisant une conversion sur la droite, ils ont exécuté leur marche entre Châtillon et le Petit-Valves, et se sont dirigés au-delà de Clamart pour rentrer par la porte de Vanves vers les 4 heures du soir. Pendant toute la temps qu'a duré cette sortie, protégée par les forts, dont les servants des pièces étaient restés constamment à leur poste, prêts à faire feu, nos bataillons, divisés tantôt par colonnes, tantôt par détachements, ont exécuté bravement des reconnaissances. C'est ainsi qu'ils ont salué militairement nos gardes mobiles canonnées à Arcueil, à Malakoff, à Vanves et à Clamart ; qu'ils ont pu se rendre compte de nos travaux de défense et surtout des voies stratégiques qu'il s'agira de suivre quand le moment sera venu, pour nous, de prendre l'offensive ; ils se sont familiarisés, en un mot, avec de terrain qui doit servir à l'attaque.

Quant aux Prussiens, ils devaient se tenir cachés, car nos soldats n'ont pu les apercevoir. C'est tout au plus s'ils apercevaient dans le lointain et sur le plateau de Châtillon la bannière de fusil de quelque sentinelle perdue, adossée contre un arbre. En face de Châtillon, une large barricade élevée sur toute la largeur de la route et qui masque le village de ce côté, ne leur a pas permis de reconnaître si ce poste est fortement

occupé par l'ennemi. Cette sortie a produit un excellent effet sur le moral de tous les hommes des deux bataillons.

L'armée prussienne possède d'excellents chasseurs chargés spécialement de viser nos officiers. C'est par l'un d'eux que fut tué, dit-on, le général Guilhem à la bataille de Chevilly.

La capote du simple soldat que les officiers français portent maintenant, presque tous, à l'exemple des officiers prussiens, et la suppression des épaulettes remplacées par les galons, ont enlevé, en partie, la facilité à l'ennemi de distinguer nos chefs. Toutefois, l'épée que portent nos officiers, est encore, pour les Prussiens, un point de mire.

Hier matin, à 7 heures, un officier de francs-tireurs vint annoncer au commandant du fort d'Aubervilliers, qu'un fort détachement de prussiens, trompé par le brouillard, avait franchi la ligne des grand-gardes et approché de la porte des canons du fort. Aussitôt un bataillon fut envoyé dans la direction indiquée, pour cerner les Prussiens. Ceux-ci étant aperçus de leur erreur, avaient rebroussé chemin, mais il était trop tard ; assaillis de front par les bombes que leur lançait le fort, et harcelés par derrière par le feu des tirailleurs embusqués dans les tranchées qui bordent la ligne du chemin de fer, ils ont laissé sur le terrain une trentaine de morts et de blessés, 20 prisonniers, toute l'arrière-garde du détachement étaient restés entre nos mains. De notre côté, 7 ou 8 francs-tireurs qui s'étaient approchés imprudemment des retranchements ennemis, ont été mis hors de combat.

La souscription pour l'acquisition des 1,500 canons a marché avec un grand entrain. L'achat de 1,000 canons est assuré par les souscriptions déjà réunies.

On n'a peut-être pas assez insisté, dans le compte-rendu de la journée du 24, sur le rôle joué par le régiment de dragons qui opérait de Bezons. Dans un brillant engagement qu'il a eu à soutenir contre des uhlans qui avaient pénétré dans la presqu'île de Genevilliers, les dragons ont mis une vingtaine d'hommes hors de combat, et capturé plusieurs chevaux.

Douze pièces de siège sont arrivées, sans doute pour se mettre en batterie sur les hauteurs de Châtillon et de Meudon. Elles étaient trainées par douze chevaux. Le convoi passait à une telle distance que nos projectiles n'ont pu l'atteindre.

On a constaté dans diverses mairies, notamment celle de Vaugirard, que les engagements se font pour la garde mobile et non pour l'armée. Les jeunes gens venus à Paris de la province, choisissent de préférence l'un des bataillons de leur département.

Les eaux de la Seine s'élèvent sensiblement sous l'influence des grandes pluies qui règnent actuellement. Il n'y a donc aucune crainte à avoir sur la prétendue manœuvre des Prussiens s'introduisant dans Paris dans des bateaux légers et forçant ainsi les estacades de Bercy et du Point du Jour. Il y a mieux : c'est que ces pluies nous viendront terriblement en aide, non-seulement en rendant difficiles, pour ne pas dire impossibles les travaux de terrassements ; mais encore, si elles se prolongent quelques jours, les plaines basses vont être inondées. Que feront alors nos ennemis, et comment viendront leurs fameux canons ?

Supportons donc de bon cœur la pluie, faisons mieux, souhaitons-la, c'est un grand auxiliaire.

On sait qu'à la suite du combat de Bagnoux, deux points stratégiques importants, la maison Millaud, à Cachan, et la grange Ory, ont été définitivement occupées par nos troupes qui s'y sont fortement retranchées. Aujourd'hui que l'ennemi sait parfaitement que des batteries de position ont été établies sur ces deux points, ce n'est plus une indication d'entretenir le public des travaux en cours d'exécution. Les batteries se relient par une tranchée continue à notre ouvrage des Hautes-Bruyères. Cette sorte de chemin couvert s'appuie, d'un côté, au remblai qui recouvre le canal de dérivation de la Dhuy, et de l'autre au versant de la colline de Viljeuif. Sur un autre point, des cheminement dont nous faisons à dessein la direction, doivent sillonner le plateau qui relie l'ouvrage des Hautes-Bruyères à celui du Moulin-Saquet. L'ennemi nous indique suffisamment par les efforts incessants qu'il déploie contre nos avant-postes, combien il apprécie l'importance des travaux que nous dirigeons contre ses positions. Pendant deux nuits consécutives, il a fait des sorties dans l'espoir de surprendre nos mobiles qui occupaient les tranchées. Il ne se passe pas de jour sans qu'une batterie d'artillerie, cachée dans les vignes de l'Hay ou de Chevilly, ne cherche à venir jeter le désordre au milieu de nos travailleurs. Avant-hier encore, plusieurs pièces habilement dissimulées derrière un épaulement non loin de la fourche de Chevilly, ont ouvert dans la direction des Hautes-

Bruyères un feu précipité et fort bien dirigé. Mais les canons de gros calibres qui arment aujourd'hui cette redoute ont immédiatement riposté, et au troisième coup l'ennemi fut obligé de se replier en abandonnant des hommes et des chevaux sur le terrain. Aussi apprenons-nous, sans surprise, que deux convois de grosse artillerie ont été signalés dans la journée d'hier, se dirigeant l'un vers Thiais, l'autre vers Villeneuve-St-Georges, par la route qui part de Bonneuil. On a pu compter environ vingt-six pièces, dont quelques-unes exigèrent jusqu'à douze chevaux de trait. Les opérations de siège vont donc entrer dans une nouvelle phase. L'ennemi a compris que l'abandon de Choisy-le-Roi l'obligerait à reporter ses avant-postes jusqu'à Villeneuve-St-Georges, ce qui aurait eu pour résultat d'élargir considérablement son cercle d'investissement et de lui faire perdre la ligne des hauteurs. Nous aurons sans peu à combattre contre la grosse artillerie des Prussiens. Mais il suffit de jeter les yeux sur la carte pour reconnaître que nous sommes en mesure de commencer cette lutte avec avantage.

Paris, 28 octobre 1870.

PARTIE OFFICIELLE.

On lit dans le Journal officiel :

Le gouvernement de la défense nationale, vu l'article 3 du décret du 26 mars 1852 sur les sociétés de secours mutuels en vertu duquel les présidents des sociétés approuvées ou déclarées établissements d'utilité publique étaient nommés par l'Empereur ; considérant qu'il y a urgence de régler le mode de nomination des présidents desdites sociétés avant toute révision de la législation sur les sociétés de secours mutuels.

Décrète : L'article 3 sus-visé est abrogé. Les présidents des sociétés sus-mentionnées seront élus par les sociétaires.

Le maire de Paris, considérant que sous un gouvernement républicain, le premier devoir des municipalités est d'assurer le développement de l'enseignement primaire ; que le nombre des écoles communales de la ville de Paris ne suffit pas pour les besoins de la population, et qu'il importe, par conséquent, de créer immédiatement de nouveaux groupes scolaires, comprenant chacun une école de garçons, une école de filles et une salle d'asile ; considérant aussi qu'il convient d'augmenter le traitement des instituteurs et des institutrices,

Arrête :

Art. 1^{er}. Le budget de l'enseignement primaire communal de la ville de Paris, fixé pour l'exercice 1870 à 8.527.944 fr., est élevé pour l'exercice 1871, commençant le 1^{er} janvier prochain, au chiffre de 16.027.944 fr.

Art. 2. Un crédit spécial sera ultérieurement ouvert, pour les dépenses afférentes à la ville des deux écoles normales primaires, la création de nouvelles écoles sur le plan de l'école Turgot et la fondation de bibliothèques communales dans chacun des vingt arrondissements de Paris.

Art. 3. Le secrétaire général de la mairie de Paris est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à l'hôtel-de-ville de Paris, le 27 octobre 1870.

Le maire de Paris,
ÉTIENNE ARAGO.

PARTIE NON OFFICIELLE.

Le gouvernement a reçu cette nuit une dépêche de Tours datée du 24 ; il ne peut la reproduire textuellement, parce qu'elle est exclusivement consacrée à des mouvements de troupes. Cette dépêche annonce que M. Thiers est arrivé à Tours, comme nous l'avons dit, et qu'il espère pouvoir entrer à Paris pour y rendre compte au gouvernement du résultat de sa mission.

Le gouvernement a tenu à honneur de respecter la liberté de la presse, malgré les inconvénients qu'elle peut parfois présenter dans une ville assiégée. Il aurait pu, au nom du salut public et de la loi, la supprimer ou la restreindre. Il a mieux aimé s'en référer à l'opinion publique qui est sa vraie force. C'est à elle qu'il dénonce les lignes odieuses qui suivent, et qui sont écrites dans le journal *le Combat*, dirigé par M. Félix Pyat :

« Le plan Bazaine. » Fait vrai, sûr et certain, que le gouvernement de la défense nationale retient par devers lui comme un secret d'Etat, et que nous dénonçons à l'indignation de la France, comme une haute trahison. Le maréchal Bazaine a envoyé un colonel au camp du

roi de Prusse pour traiter de la reddition de Metz et de la paix au nom de S. M. l'Empereur Napoléon. — *Le Combat*.

L'auteur de ces tristes calomnies n'a pas osé faire connaître son nom. Il a signé *le Combat*. C'est à coup sûr le combat de la Prusse contre la France, car à défaut d'une balle qui aille au cœur du pays, il dirige contre ceux qui le défendent une double accusation, aussi infâme qu'elle est fautive. Il affirme que le gouvernement trompe le public en lui cachant d'importantes nouvelles, et que le glorieux soldat de Metz déshonore son épée par une trahison.

Nous donnons à ces deux inventions le démenti le plus net. Dénoncées à un conseil de guerre, elles exposeraient leur fabricant au châtimeut le plus sévère. Nous croyons celui de l'opinion plus efficace. Elle flétrira, comme ils le méritent, ces prétendus patriotes, dont le métier est de semer les défiances en face de l'ennemi, et de ruiner par leurs mensonges l'autorité de ceux qui le combattent.

Depuis le 17 août, aucune dépêche directe du maréchal Bazaine n'a pu franchir les lignes. Mais nous savons que, loin de songer à la félonie qu'on ne rougit pas de lui imputer, le maréchal n'a cessé de harceler l'armée assiégée par de brillantes sorties. Le général Bourbaki a pu s'échapper, et ses relations avec la délégation de Tours, son acceptation d'un commandement important démentent suffisamment les nouvelles fabriquées que nous livrons à l'indignation de tous les honnêtes gens.

RAPPORT MILITAIRE.

27 octobre, 7 h. soir.

D'après des renseignements certains sur les travaux et les mouvements de l'ennemi, le Mont-Valérien, la batterie Mortemar, les bastions 63 et 64 de l'enceinte ont, dans l'après-midi, converti de feu Brimbarion et l'Orangerie de Saint-Cloud ; sur ce dernier point, des soldats, en grand nombre, ont pris la fuite en tous sens.

Les forts d'Issy et de Vanves ont de leur côté, tiré sur des travailleurs ennemis vers la tour des Anglais et le Moulin de Châtillon, et les ont forcés à abandonner la place.

INCIDENTS DU SIÈGE.

Hier il y avait foule sur la place du Panthéon. Le maire du 5^e arrondissement avait fait un appel à tous ses concitoyens pour les enrôlements volontaires de la garde nationale. Une sorte de tente énorme était dressée devant le monument et faisant face à la rue Soufflot. Cette tente restera ouverte tous les jours de midi à quatre heures. C'est là qu'on s'inscrit. Au sommet de la tente flotte un drapeau noir sur lequel sont inscrits ces trois noms : *Strasbourg, Toul, Châtillon*. A droite et à gauche des faisceaux de drapeaux tricolores les initiales de la République française. Au dessous une large banderolle qui porte ces mots : « Citoyens, la patrie est en danger. Enrôlements volontaires de la garde nationale. » A gauche la date 1792. A droite la date 1870. Dans le fond se détachent en gros caractères les n^{os} des 10 bataillons de l'arrondissement et du bataillon d'Ivry pour lequel sont reçus les enrôlements. Ce sont les n^{os} 21, 59, 60, 118, 119, 98 (Ivry) ; 151, 160, 161, 163, 248. Au fond du bureau sont affichées les proclamations du maire et des membres du comité d'armement. Devant l'estrade se trouve un tronç destiné à la souscription des canons.

L'artillerie de la garde nationale de la Seine complète de jour en jour son matériel. Six batteries sont déjà à sa disposition.

Les grands travaux de chenement que nous avons entrepris dans la direction de Cachan et de Bagnoux sont poursuivis sans relâche, malgré les efforts dirigés contre eux par les Prussiens, qui ne parviennent ni à les détruire, ni même à inquiéter sérieusement nos travailleurs. Depuis plusieurs jours, l'ennemi a fait dans ce but diverses attaques qui ont complètement échoué. Elles ont principalement porté contre l'ouvrage en cours d'exécution et pour lequel on a profité de la chaussée du chemin de fer et de ses nombreux déblais faits tout récemment. Cet ouvrage de campagne est, dit-on, un énorme redan qui va jouer prochainement un rôle important et changer sur ce point, la face des choses, déjà beaucoup plus favorable pour nous. Dans quelques jours, l'ennemi aura abandonné, selon toute probabilité, les points qu'il occupe encore de ce côté, et nous posséderons toute la ligne qui part de Vitry en passant par Villejuif jusqu'aux Moulins.

On se souvient qu'au combat de Bagnoux, quatre canons prussiens furent pris par nos soldats. Faute d'attelage on dut les abandonner à la fin de la journée. Des mesures ont été prises pour qu'un semblable fait ne puisse se reproduire. D'ici peu de jours, les

dragons seront munis chacun de deux crochets terminés par des crochets de fer. Au moyen de ces sortes de traits, les cavaliers pourront atteler leurs chevaux aux pièces d'artillerie dont les notes se seront emparés.

Une imposante et patriotique cérémonie se prépare : d'ici à quelques jours, le gouvernement de la défense nationale distribuera à la garde nationale, à la garde mobile et à l'armée, les nouveaux drapeaux de la République. La distribution aura lieu sur la place de la Concorde. Ces drapeaux imposent à tous les peuples le respect et la sympathie, car on n'y lira plus pour devise le mot *conquête*, mais le mot *liberté*.

FAITS DIVERS.

Les événements politiques n'arrêteront pas les versements d'argent destinés à libérer les parts du dernier emprunt. Avant-hier il a été versé environ deux millions, et hier plus de 1,200,000 francs. Il a fallu reculer d'une heure la fermeture des guichets. Dimanche les bureaux sont restés ouverts jusqu'à 6 heures. D'un autre côté, des citoyens très-nombreux et munis de sacs d'argent, viennent les échanger contre des bons du Trésor.

M. Félix Pyat, passant hier soir, vers 5 heures sur les boulevards, a été vivement interpellé par ceux qui l'avaient reconnu. On lui demandait avec indignation d'où il tenait la sinistre nouvelle qu'il avait annoncée le matin dans *le Combat*. La foule s'étant amassée, voulait le conduire à l'hôtel-de-ville. M. Félix Pyat s'est dérobé avec beaucoup de peine à cette ovation, à laquelle sans doute il ne s'attendait pas.

Le Peuple Français nous fait le récit d'une querelle qui aurait eu lieu en face du bastion 49 entre le commandant du 91^e bataillon et le citoyen Mégy. La querelle avait trait sans doute à ce que Mégy, qui n'avait pu réussir à se faire nommer commandant, était parvenu toutefois à être élu porte-drapeau du bataillon, vote à la suite duquel 21 officiers aient donné leur démission. Mégy, ajoute le Peuple Français, ayant frappé son commandant, a été immédiatement arrêté et va passer en conseil de guerre.

Il y avait à Fontainebleau, dans un petit salon attenant à la salle de bains, un tableau bien connu en Europe et chèrement estimé. Il représentait un bouquet ou plutôt un paquet de grappes de lilas. Pour rendre l'illusion plus frappante encore, le maître hollandais Spaerdonck avait placé vers le centre une mouche qui était un chef-d'œuvre de nature. Les Prussiens, dont les espions avaient depuis longtemps, à l'abri de notre hospitalité, fait l'inventaire de nos richesses et qui sont plus habiles encore en bric à brac et en usure — ceux de Bade surtout, et nous les connaissons bien, — qu'ils ne le sont en géographie, les Prussiens disons-nous, connaissent bien ce tableau. Eh bien, savez-vous ce que ces vandales en ont fait ? Ils l'ont transporté ou transplante dans la grande galerie et l'ont accroché pour en faire une cible. Messieurs, dit une de ces brutes allemandes, dix bouteilles de champagne au premier qui fera la mouche ! et il creva la toile d'un coup de revolver. Ce genre de plaisanterie à peu près ignorée en Allemagne, obtint un grand succès, et bientôt la toile du maître tombait en lambeaux. Une heure après, le perdant offrait à ces dignes collègues, à l'hôtel de l'Aigle-Noir, le champagne qu'il se garda bien de rembourser au propriétaire de la maison.

LES RÉUNIONS PUBLIQUES.

La réunion de la Porte St-Martin a offert hier un intérêt inusité. Le ton de cette réunion tranche, du reste, sur celui des autres clubs plus ou moins exaltés. Quelques opinions excentriques, quelques motions bizarres se produisent bien quelquefois, mais en général, les orateurs observent les lois de la convenance et n'abordent un public nombreux et sévère qu'après avoir médité la question qu'ils viennent traiter. Hier, la séance s'est ouverte sous l'impression de la fausse nouvelle de la reddition de Bazaine publiée par *le Combat*, quoique l'article eût bien, pour des juges impartiaux, tous les caractères d'un acte d'agression et de vengeance personnelle, la nouvelle était si grave, elle ajouterait à nos malheurs un tel degré d'intensité que la salle entière était évidemment préoccupée de cet article. Aussi M. de Lermina venant au début de la séance, donner quelques explications à ce sujet a-t-il été favorablement accueilli. M. de Lermina a commencé par constater l'émission produite dans Paris par la nouvelle de M. Félix Pyat ; il a dit que la vie antérieure de M. Pyat avait donné trop de gages à la liberté, qu'elle avait toujours été si honorable qu'on ne pouvait le condamner sans l'avis entendu ; mais, en même temps, il a exprimé la pensée qu'une question aussi brûlante que celle qu'il avait soulevée dans son journal, était indépendamment de toute